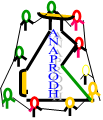
**Pp**

**STATUT CONSULTATIF SPECIAL AUPRES DES NATIONS UNIES**

**Siège social : Emana, pont ; 1er étage, immeuble Elégance Pressing**

**Tel : 675 04 30 67 Email : anaprodh@yahoo.fr**



QUESTIONNAIRE SUR LE DROIT DES PERSONNES HANDICAPEES DE JOUIR DU MEILLEUR ETAT DE SANTE POSSIBLE

Les personnes handicapées ou au mieux, les personnes vivant avec un handicap, sont toute personne qui se trouve , dans l’incapacité d’assurer par elle même , tout ou partie des nécessités d’une vie individuelle ou sociale normale, du fait d’une déficience physique ou mentale, congénitale ou non  . Les personnes vivant avec un handicap sont dans la plupart des cas laissées à leur sort. Au Cameroun 5,4% de la population souffrent du handicap mais de plus en plus, on observe une mobilisation de la communauté internationale pour la cause du handicap. Le développement qui suit vise à apporter des réponses au questionnaire relatif au droit des personnes handicapées de jouir du meilleur état de santé possible.

**Question 1 : Informations sur les lois et politiques (existantes ou prévues) pour assurer la réalisation du droit à la santé des personnes handicapées, y compris les défis actuels et les bonnes pratiques**

* **Lois existantes ou prévues pour assurer le droit à la santé des personnes handicapées**

La convention relative aux droits des personnes handicapées réaffirme la reconnaissance de la dignité humaine proclamée par la Charte des Nations Unies, ellereconnaitl’importance des principes et lignes directrices contenus dans le Programme d’action mondial concernant les personnes handicapées.

La commission canadienne des droits des personnes handicapées portant sur l’égalité et la non-discrimination

Au Cameroun la loi N°2010/002 portant promotion et protection des personnes handicapées a été promulguée le 13 avril 2010. Le Cameroun essaye de s’arrimer à la dynamique mondiale en adoptant la Convention du 13 décembre 2006 en date du le 1er décembre 2008

* **Politiques existantes ou prévues pour assurer la réalisation du droit à la santé des personnes handicapées**

La question de la santé des personnes handicapées entre dans la politique de réalisation des grands projets structurants pour l’émergence du Cameroun, c’est ainsi que le document de politique national de protection et promotion des personnes handicapées est en cours de réalisation.

* **Les défis actuels** :

Les défis identifiés par l’ANAPRODH se rapporte à :

* L’identification des victimes de discrimination et de marginalisation ;
* Le déficit d’éducation et de formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap pour accéder au marché de l’emploi ;
* La mise sur pied des infrastructures et des édifices ouverts qui tiennent compte des préoccupations des personnes handicapées ;
* Le non-respect de la législation à leur égard dans divers domaines de la vie sociale.
* **Les bonnes pratiques :**

Les bonnes pratiques visant à assurer la réalisation du droit à la santé des personnes handicapées pourraient se rapporter à/au :

* Renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
* L’opérationnalisation du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile Leger ;
* Renforcement du plateau technique et la diversification du centre Cardinal Paul Emile Leger ;
* Construction du centre de réhabilitation de Maroua ;
* La poursuite de la mise en œuvre des lettres –circulaires conjointes signées avec le Ministre des Enseignements Secondaires visant à faciliter l’admission des élèves handicapés ;
* La production des données statistiques officielles et par type de handicap ;
* La mise sur pied des mesures visant à assurer la pleine participation des personnes handicapées au processus électoral
* La vulgarisation du langage des signes et la transcription des textes en braille.

**Question 2 : Informations et données statistiques relatives à l’exercice du droit à la santé des personnes handicapées et en particulier dans les domaines suivants**

* **Disponibilité des services et de programmes de soins de santé généraux dépourvus de barrières, qui tiennent comptent de tous les aspects de l’accessibilité pour les personnes handicapées**

La couverture sanitaire des personnes handicapées vivant avec le VIH / SIDA est assurée au même titre que les personne non handicapées à travers la distribution des anti-retro virus

La couverture sanitaire universelle n’est pas encore opérationnelle au Cameroun

* **L’accès à des services et programmes de soins de santé spécifiques gratuits ou d’un coût abordable, adaptés aux besoins des personnes handicapées**

Elle se traduit par :

*L’accès à des services de santé et programmes de soin adapté à leur besoin l’existence* des structures comme **le centre Jamot** pour les déficiences mentales

**Le centre national de réhabilitation Cardinal Paul Emile Leger** pour les handicapés moteurs est encore à repenser

**Question 3 : Informations sur la discrimination à l’encontre des personnes handicapées dans la fourniture des soins de santé, d’assurance-maladie et/ou d’assurance-vie par des prestataires de services publics ou privées**

La difficulté d’accès à des moyens financiers ; la difficulté d’accès lié à des documents de santé aux handicapées mal voyantes car les textes ne sont pas rédigés en braille

Les personnes non handicapées ont du mal à souscrire à une assurance vie alors que pour les personnes vivant avec un handicap cela est davantage problématique au Cameroun. Seuls ceux des handicapées qui sont affiliées à un programme d’aide où leur handicap est clairement déclaré sont susceptibles de bénéficier d’une assurance maladie

La discrimination se vit souvent au moment de la réception par eux par les prestataires de santé publics ou privés en ce sens que, les personnes qui paient cach sont susceptibles d’être servies avec plus de célérité. Ce qui n’est pas le cas pour des personnes handicapées ayant une assurance-vie

**Question 4 : Informations sur le respect du droit à un consentement libre et éclairé des personnes handicapée concernant les soins de santé, y compris les services de santé sexuelle et génésiques et les services de santé mentale**

Certains handicaps et selon le type d’intervention médicales ; nécessitent le consentement du patient ou des membres de leur famille. Il est de coutume de requérir le consentement du patient et le handicap ne déroge pas à la règle sauf dans le cas où ses facultés mentales sont altérées.

**Question 5 : Implication des personnes handicapées et des organisations qui les représentent dans la conception, la planification, la mise en œuvre et l’évaluation des politiques, programmes et services de santé**

Elle se fait à travers l’organisation des travaux en atelier sur la participation des couches vulnérables en général ,les handicapées en particulier à la gestion des affaires de la vie politique afin de respecter le quota de représentativité dans l’administration.

Le plaidoyer mené par plusieurs ONG pour lutter contre le changement et le regard condescendant et discriminatoire à l’égard des handicapées. Le renforcement des capacités des leaders des personnes vivants avec un handicap à l’instar de SIGHT SAVERS CAMEROUN l’illustration présente, est celui de l’atelier de Mai 2016 à douala portant sur la participation des couches vulnérables. Malgré toutes les actions entreprises, les personnes vivant avec un handicap ne sont pas toujours représentées dans la sphère des instances de prise de décision et sont rarement impliquées dans la conception et la planification des services de santé. Pour une société plus inclusive il serait judicieux d’avoir un quota raisonnable les handicapées au parlement, de veiller à ce que le handicap ne soit plus vu comme une déficience liée à la personne mais comme un fléau d’intérêt général

